

La lettre Grex

mars 2002

Centre de commerce international des Chambres de commerce et d'industrie de Grenoble et Nord Isère

www.grex.fr

Editorial >>

Le Club des adhérents Grex : les plus pour réussir votre développement à l'international. En devenant adhérent, vous bénéficiez de tarifs préférentiels, voire de la gratuité de certaines prestations de Grex et de son réseau. Mais c'est surtout une formidable opportunité d'échanges et de partage d'expériences avec des professionnels ayant des problématiques analogues aux vôtres. C'est une occasion unique d'élargir vos réseaux et d'obtenir des informations validées, directement exploitables au sein de votre entreprise.

GreX vous propose de mettre toutes les chances de votre côté et de rejoindre le Club.

Contact GreX, Sylvie Moulherat, 04 76 28 29 44, sylvie.moulherat@grex.fr



Zoom

Les clés du succès pour votre négociation !

Vous êtes amenés à négocier à l'international (export/achat/investissement). Nous vous proposons un nouveau cycle de conférences "Mieux connaître vos interlocuteurs pour bien négocier" qui vous donnera les clés pour mieux comprendre et décoder les messages de vos interlocuteurs sur quatre marchés majeurs, l'**Allemagne**, les **Etats-Unis**, la **Chine** et le **Japon**.

Première session : le lundi 18 mars avec Gilles Untereiner, directeur gé-

Patrick Duval (à gauche), expert Japon, interviendra lors de la session Japon le 10 décembre prochain.

Il s'entretient ici avec Alexandre Dug-Mauge (Rsa le Rubis) et Hervé Sapporis (Richard Pontvert).

néral de la Chambre de commerce française en Allemagne. Prochaines dates : **Etats-Unis, le 20 juin 2002, Chine le 19 novembre 2002 et le Japon le 10 décembre 2002.**

Contact GreX, Anne-Laure Pauty, 04 76 28 29 41 anne-laure.pauty@grex.fr

>> Reprise pour l'industrie des semi-conducteurs p 2

>> 6^e programme cadre de recherche et développement p 4

>> Douanes et transport : mieux appréhender les risques p 6

Actualité internationale >> p. 2

A propos de... >> p. 3

Actualité européenne >> p. 4

Infos Plus >> p. 5

Agenda >> p. 6

Actualité documentaire >> p. 7

Wrc News >> p. 8



Maroc

Opportunités dans le secteur de l'eau

Dans le cadre d'un prêt de la Banque mondiale, la Direction générale de l'hydraulique du ministère marocain de l'Équipement a lancé un appel d'offres pour l'achat et l'installation de matériel pour l'équipement des stations hydrologiques et hydroclimatologiques, et de matériel de transmission des bassins de l'Oum Er Rbia et N'Fis. Les offres doivent être transmises au plus tard le 5 avril 2002.

(Source : mission économique de Casablanca - 02/2002).

Ukraine - Russie

"Tout ce qui se fait se contrefait"

Les dernières estimations réalisées en Russie par la Coalition des droits de propriété industrielle (CIPRI) chiffraient l'ampleur de la contrefaçon en termes de pertes budgétaires pour le gouvernement russe à 2 milliards de \$. En ce qui concerne l'Ukraine, le problème de la propriété industrielle et de la lutte contre la contrefaçon n'est pas perçu

Taux de piratage en Europe

(Source Datamonitor)

Ukraine	89 %	Slovaquie	45 %
Slovénie	61 %	Roumanie	77 %
Russie	88 %	Rép. Tchèque	43 %
Hongrie	51 %	Croatie	63 %
Bulgarie	78 %	Europe occ.	34 %

comme une priorité. Les principaux produits concernés sont ceux de l'audiovisuel, les logiciels et les produits pharmaceutiques comme en Russie, mais aucun secteur n'est épargné. Et tandis que la Russie se dote d'outils pour lutter contre ce fléau (notamment la création de l'Agence nationale pour la protection des intérêts des détenteurs de droits d'auteur et d'environnement juridique dissuasif), l'Ukraine est en première position sur la liste des 58 pays aux normes très relâchées établie par l'Alliance internationale de la propriété industrielle.

Hongrie

Premier de la classe

La Hongrie devrait intégrer l'Union européenne dès 2004, année des premières adhésions. La Hongrie, qui a



L'eau au Maroc ... mirage ou nécessité !

pu clore dix chapitres en 2001, doit encore en fermer six. Au plan des réformes, la santé constitue un dossier majeur, et 2002 devrait également voir la mise en œuvre de libéralisations attendues dans les domaines de l'énergie, des télécommunications et de l'audiovisuel. Reste à savoir si le consensus politique, dont la Hongrie a toujours bénéficié sur le dossier de l'adhésion, pourra perdurer dans le contexte de lutte électorale dans les premiers mois de 2002. (Source : mission économique de Budapest - 01/2002)

Allemagne

Attention aux risques de non-paiement

L'Allemagne représente 16 % des exportations françaises, mais seulement 13 % des garanties accordées par la Coface. Or beaucoup d'entreprises allemandes sont de plus en plus vulnérables :

- les faillites d'entreprises allemandes ont augmenté de 19 % au 1^{er} semestre 2001, et les chiffres du 2^e semestre devraient être encore plus catastrophiques ;
- toutes les branches d'activité sont touchées, et principalement : la construction, l'électronique, le transport et la grande distribution ;
- pour la première fois, les grandes entreprises sont concernées : les faillites de AG ont progressé de 95 % !
- l'ancienneté n'est plus un gage de solidité, puisque les défaillances de sociétés de plus de huit ans ont progressé de 31 % ;
- les délais de paiement se dégradent : règlement en moyenne 15 jours après la date d'échéance, contre 13 jours en France ;
- les PME sous-capitalisées sont nombreuses : fin 2000, seulement 15 % des PME avaient un taux de fonds

propres supérieurs à 30 % ;

- enfin, la notion de "hausbank" disparaît, les établissements financiers se montrant de plus en plus sélectifs dans l'octroi de crédits. Il est extrêmement difficile, par ailleurs, d'identifier les entreprises en difficulté puisque, dans leur grande majorité, les entreprises allemandes refusent de publier leurs comptes et dissimulent leurs difficultés jusqu'au dernier moment. (Source : Assexport, 4^e trimestre 2001)

Etats-Unis

Levée de l'embargo avec Cuba

L'administration américaine a reconduit en janvier 2002, pour une durée de six mois, la suspension de l'application du titre III de la loi Helms-Burton, comme elle l'avait fait en juillet 2001. Cette levée de l'embargo reste toutefois conditionnée par la mise en œuvre de réformes politiques à Cuba. (Source : mission économique La Havane, janvier 2002)

Vietnam

La France est le 2^e investisseur au Vietnam en 2001

En 2001, la France se place en deuxième position du classement des pays investisseurs au Vietnam, grâce au projet d'une centrale électrique mené par EDF international (consortium constitué avec des entreprises japonaises). La France maintient ainsi sa place de 6^e investisseur au Vietnam avec 115 projets depuis 1988, après Singapour, Taiwan, le Japon, la Corée du Sud et Hong-Kong. (Source : missions économiques au Vietnam - 01/2002).

Reprise en douceur pour l'industrie des semi-conducteurs

2001 a été la pire année qu'ait connue l'industrie des semi-conducteurs.

Le marché mondial a enregistré un recul global de 32 % par rapport à 2000, résultant à la fois du ralentissement économique, de la crise du secteur des télécommunications et de la baisse des ventes d'ordinateurs. Néanmoins, selon la SIA (association américaine de l'industrie des semi-conducteurs), le secteur a enregistré une croissance de 3,7 % sur les marchés américain, européen et d'Asie pacifique au dernier trimestre 2001, après trois trimestres de croissance négative à deux chiffres. En effet, le redémarrage des commandes de produits clés tels que microprocesseurs, mémoire DRAM ou encore processeurs du traitement du signal (DSP) a permis cette légère reprise, qui devrait se confirmer, toujours selon la SIA, au premier trimestre 2002. (Source : Les Echos - 02/2002).

(A propos)

A propos du Japon

La "e-Japan Strategy"

Le gouvernement japonais a mis en place un plan baptisé "e-Japan Strategy" dont le but est d'améliorer les infrastructures des autoroutes de l'information. L'ambition du gouvernement est de faire du Japon la nation la plus avancée en haut et très haut débits dans les cinq années à venir. Désormais, la stratégie du gouvernement japonais ne consiste plus à rattraper les Etats-Unis en matière Ntic, mais à exploiter ses propres atouts. En effet, la révolution Ntic au Japon devrait s'appuyer sur la fusion de la technologie mobile illustrée par l'i-mode avec d'autres formes de communication sans fil, comme le jeu vidéo ou les technologies de l'animation où le Japon détient déjà le leadership mondial... (Source : Le Japon à la page - 12/2001)

Image des entreprises françaises au Japon : des stéréotypes qui ont la vie dure !

La Chambre de commerce et d'industrie française au Japon vient de publier un sondage réalisé en 2001 sur l'image des entreprises et produits français au Japon*, qui remet à sa juste place les illusions que nous pourrions entretenir à ce sujet, à l'heure où les médias français et japonais se font largement l'écho des "changements" dans les relations franco-japonaises (part grandissante des investissements français au Japon, redressement de Nissan opéré par Carlos Ghosn, multiplication des partenariats ou rapprochements industriels Lafarge/Aso Cement, Nippon Steel/Usinor...). En effet, les in-



Les vins français restent un des domaines d'excellence des entreprises françaises au Japon.



dustries agro-alimentaires, les vins français, la mode, les cosmétiques et les parfums restent, aux yeux des personnes interrogées, les domaines d'excellence de nos entreprises, tandis que leurs performances dans d'autres secteurs, y compris les technologies de pointe, sont évaluées bien en-dessous de celles du trio de tête Etats-Unis-Japon-Allemagne, et sont parfois même ignorées. Même si l'image véhiculée par la France et ses ressortissants est plutôt positive, les produits français ne sont guère cités

comme des produits de qualité, à caractère innovant ou dont on peut apprécier le service après-vente. Cette "sous-estimation" des performances françaises semble tenir à plusieurs causes :

- notre forte image culturelle, qui

masque un peu nos performances technologiques ;

- un manque de connaissance des Français, et surtout des difficultés de communication avec eux ;

- une part d'Ide au Japon qui, même si elle est fortement médiatisée, reste faible (le stock d'Ide rapporté au PIB représente 1 % au Japon fin 1999, contre 11,7 % aux Usa et 19,5 % dans l'UE) : les chefs d'entreprise japonais ont donc beaucoup moins de chance de rencontrer une filiale étrangère que leurs homologues améri-

cains ou européens ;

- une présence peu marquée des entreprises françaises hors secteurs mode/agro-alimentaire/vins/cosmétique ;
- des stéréotypes qui ont la vie dure : les mentalités n'évoluent pas au gré des effets médiatiques.

Ce sondage nous rappelle par conséquent qu'il est indispensable pour nous d'améliorer encore notre communication envers le Japon, notre comportement relationnel et notre fiabilité, et nos échanges à tous les niveaux avec ce pays.

* sondage réalisé sur un échantillon de 480 personnes, cadres juniors et seniors.

Accord de coopération économique entre Singapour et le Japon

(JSEPA - Japan Singapore Economic Partnership Agreement)

C'est le premier accord de ce genre signé par le Japon. Les entreprises étrangères devraient y trouver une nouvelle raison de s'implanter à Singapour dans la mesure où cet accord leur facilitera l'accès du secteur des services japonais, qui représente 70 % du PIB japonais.

(Source : mission économique de Singapour - 01/2002)



Pour vous accompagner dans **vos développements sur les marchés étrangers**, Grex vous propose un appui sur mesure : recherche de partenaires, implantation

de filiale, test produit-marché...

Contact :

Anne Laure Pauty, 04 76 28 29 41.

E-mail : pauty@grex.fr




Site Grex : www.grex.fr



Toute l'information internationale en ligne

www.grex.fr

> Nouvelle rubrique : actualités internationales

	 Zone euro	 Etats-Unis	 Japon
> Population	303 millions	278 millions	127 millions
> % de jeunes (- de 15 ans)	16,4 %	21,1 %	14,6 %
> % de citoyens (+ de 65 ans)	16,3 %	12,6 %	17,5 %
> Pib annuel en 2000	6 553 milliards €	10 709 milliards €	5 145 milliards €
> Dépenses de consommation privée en 2000	57,2 % du PIB	68,2 % du PIB	56,0 % du PIB
> Investissements en 2000	21,5 % du PIB	20,6 % du PIB	26,0 % du PIB
> Téléphones mobiles par hb en 2000	62 pour 100 hb	37 pour 100 hb	53 pour 100 hb
> Ordinateurs personnels par hb en décembre 2000	27 pour 100 hb	59 pour 100 hb	32 pour 100 hb
> Taux d'épargne des ménages entre 1996-2000	10,4 %	3,1 %	13,8 %

Etats-Unis, Japon et Zone euro : éléments comparatifs

Désormais, l'euro est la devise commune d'environ 5 % de la population mondiale. C'est pour établir la place de la Zone euro dans le monde que l'Eurostat, l'Office statistique des communautés européennes à Luxembourg, a effectué une étude comparative des données statistiques de la Zone euro, des Etats-Unis et du Japon. Les résultats de cette étude sont résumés dans le tableau ci-dessus.

Sécurité générale des produits

Une nouvelle directive 2001/95/CE vient d'être adoptée en matière de sécurité générale des produits. Elle apporte des modifications importantes à la précédente directive 92/59/CE, notamment en ce qui concerne les responsabilités des producteurs et distributeurs. Le texte correspondant est disponible sur notre site www.grex.fr, rubrique Entreprises, actualité de l'Euro Info Centre.

L'Union européenne gagne une bataille face aux Etats-Unis

L'Omc a estimé, le 14 janvier dernier, que le système américain d'aides fiscales à l'exportation (Fsc) était illégal. Les sanctions à l'égard de Washington pourraient être de 4 mrds de \$ par an (le montant total devrait être connu fin mars). Décision très embarrassante

pour Georges Bush qui a promis des aides aux aciéristes américains en crise. Par ailleurs, nombre de multinationales européennes implantées aux Etats-Unis profitent du système Fsc. (Source : L'Expansion - 02/2002)

Les coûts salariaux dans l'Union européenne

Selon Eurostat, les coûts horaires totaux de la main-d'œuvre (salaires et coûts indirects) dans la Zone euro ont augmenté de 3,3 % en termes nominaux au cours du 3^e trimestre 2001,

par rapport à la même période en 2000, et de 3,5 % pour l'Union européenne à quinze. L'Allemagne a enregistré la plus faible hausse annuelle (+2,4 %) et les Pays-Bas la plus forte (+5 %). La France est dépassée par la Grande-Bretagne (+3,9 %), le Danemark (+4,3 %) et le Portugal (+4,5 %). Dans l'industrie, c'est toujours l'Allemagne qui enregistre la hausse la plus faible (+1,8 %), et l'Italie a la plus haute (+6 %). (Source : Le Moci - 01/2002)

Garantie des biens de consommation

La directive 1999/44/CE sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation fixe une période de garantie légale (applicable en cas de défaut de conformité) de deux ans minimum pour les biens de consommation achetés sur le territoire de l'Union européenne. Certains de vos clients européens vous ont peut-être déjà interrogés à ce sujet. Sachez que cette directive n'a pas encore été transposée en droit français. Cependant, le code civil français (dans son article 1641) prévoit actuellement des dispositions globale-

ment plus protectrices que celles prévues par la directive. La garantie légale des vices cachés peut ainsi être mise en jeu à compter de la découverte du défaut par l'acheteur, c'est-à-dire pendant un délai illimité après la conclusion du contrat de vente. Une réunion d'information sur ce thème sera organisée le **23 mai** à Grex Eic Grenoble. Contact, Dolorès Adamski, 04 76 28 28 37.

Fonds structurels Objectif 2

Entreprises des zones de Roybon, Pont-en-Royans, St-Marcellin (partiel), Morestel, Clelles, Corps, Mens, Valbonnais, La Mure, Monestier-de-Clermont, sachez que l'Europe peut financer un certain nombre de vos projets dans le cadre des fonds structurels Objectif 2. Plus d'information sur les lignes éligibles sur notre site www.grex.fr - pages Eic - financements européens. Contact, Dolorès Adamski, 04 76 28 28 37.



La génomique : une des priorités du 6^e Pcrd.

6^e Pcrd : calendrier provisoire

Le 6^e programme cadre de recherche et développement (6^e Pcrd) couvrant la période 2002-2006 devrait être adopté cet été (adoption des règles de participation et programmes spécifiques). Les priorités thématiques sont les suivantes :

- > Génomique et biotechnologie pour la santé,
- > technologies pour la société de l'information,
- > nanotechnologies et nanosciences,
- > aéronautique et espace,
- > qualité et sûreté alimentaires,
- > développement durable, changement planétaire, écosystèmes,
- > citoyens et gouvernance.

Des financements pour des actions de recherche horizontales auxquelles participent des PME sont également prévues. Une conférence de lancement est d'ores et déjà prévue à Bruxelles du 11 au 13 novembre 2002. Les premiers appels à propositions sont attendus pour début 2003.

Le **mardi 7 mai** de 9 h 00 à 12 h 00, amphithéâtre de la Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble, une réunion est organisée par l'association Alpes Optique et Photonique en partenariat avec l'Eic "**les projets optique/photonique dans le cadre du 6^e Pcrd**" - Intervenants : Henri Rajbenbach, Commission européenne, et Jacques Cochard, responsable Europe d'Opticsvalley. Contact Grex Dolorès Adamski, 04 76 28 28 37, dolores.adamski@grex.fr



L'Euro Info Centre de Grenoble, géré par Grex, est à la disposition des entreprises pour toute information communautaire (réglementation, recherche documentaire, programmes de recherche européens, marchés publics...).

Contacts :
Olivier Bozon, 04 76 28 28 43
E-mail : olivier.bozon@grex.fr
Dolorès Adamski, 04 76 28 28 37
E-mail : dolores.adamski@grex.fr
Site Grex : www.grex.fr

Taiwan

Baisse des tarifs douaniers

Premier changement significatif lié à l'entrée de Taiwan à l'Omc en novembre dernier : les tarifs douaniers sur près de 4 500 types de produits importés sont revus à la baisse. Le taux tarifaire nominal moyen passe de 8,25 %, un niveau déjà faible pour un pays émergent, à 7,2 % au 1^{er} janvier 2002, et sera de 5,5 % en 2005. A cette date, certains produits couverts par des dispositions spécifiques de l'Omc comme les jouets, les meubles, l'acier, le papier et les équipements médicaux feront l'objet d'un taux zéro. (Source : PEE Taipei - 12/2001)

Argentine

Par la résolution N° 1099/01, le ministère de l'Economie argentin a publié au Journal officiel du 26/09/2001 la fin de l'inspection avant embarquement des importations. Cette mesure est entrée en vigueur le 27 décembre 2001.

Nigeria

Contrôle avant embarquement

Depuis le 1^{er} novembre, c'est la société Cotecna qui a été mandatée par le gouvernement nigérian pour effectuer les inspections.

Le contrôle est obligatoire pour toutes les marchandises à destination de ce pays, quelle que soit la valeur.

Les exceptions ne concernent que les effets personnels, les véhicules d'occasion, les produits alimentaires périssables, les armes, les munitions.

Cotecna, 18-20, avenue Edouard-Herriot, 92350 Le Plessis-Robinson, tél. 01 45 37 05 05.

Chili

Réduction des droits de douane

En application du calendrier prévu, le taux des droits de douane est de 7 % pour l'année 2002. Cette mesure a été publiée au Journal officiel du 31 décembre 2001.

Croatie

Nouvelle réglementation sur les marchés publics

Depuis le 1^{er} janvier 2002, une nouvelle réglementation concernant les marchés publics oblige les administrations et entreprises nationales à



Réunion du 4 décembre 2001 à Grex, sur les risques douanes et transport à l'international.

publier des appels d'offres pour toute acquisition de biens et services dont le montant serait supérieur à 26 990 € (soit 200 000 HRK, contre 400 000 auparavant). Les bénéficiaires des appels d'offres auront une obligation de part locale de 30 % minimum. Des appels d'offres devront être également publiés pour les secteurs eau, énergie, transports et télécommunications. Ces dispositions ont été directement transposées de la législation européenne. (Source : mission économique de Zagreb - 01/2002)

Canada

A compter du 1^{er} mai 2002, les douanes canadiennes exigeront le code SH à 10 chiffres sur la facture pour tout envoi d'une valeur égale ou supérieure à 1 600 dollars canadiens. L'exportateur indiquera les 6 premiers chiffres du code SH. Il incombera à l'importateur, ou à son courtier en douanes, d'inscrire toutes les données exigibles nationalement sur les déclarations de douanes, y compris les codes SH à 10 chiffres pour le dédouanement des marchandises.

Malte

Suppression des factures douanières

La production d'une facture douanière n'est plus exigée pour les exportations vers Malte. De même, les déclarations concernant la véracité de la valeur et de l'origine n'ont plus à apparaître sur les factures. La facture commerciale doit cependant comporter, outre les mentions habituelles :

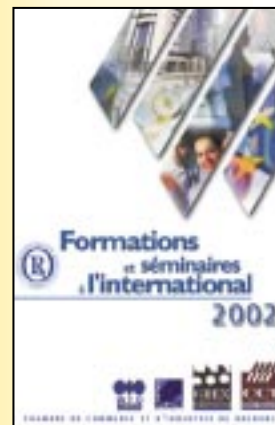
- la description de la marchandise,
- la valeur unitaire,
- la valeur totale,
- l'origine des marchandises.



GREX peut vous apporter assistance et conseil sur les **techniques du commerce international** et assure l'interface avec les organismes spécialisés (DACE,

Coface, administrations douanières et fiscales...).
Contacts : Claire Quesada, 04 76 28 28 45
E-mail : claire.quesada@grex.fr
Isabelle Mouy, 04 76 28 28 38
E-mail : isabelle.mouy@grex.fr
Site Grex : www.grex.fr

FORMATIONS À L'INTERNATIONAL



GREX et le Groupe Formation de la CCI de Grenoble vous proposent des formations spécifiques aux techniques du commerce international.

> Les techniques de paiement à l'international

1 jour : 23 avril.

> Le crédit documentaire

1 jour : 11 juin.

> Le crédit management

1 jour : 20 juin.

Contact Grex :
Claire Quesada, 04 76 28 28 45,
contact Groupe Formation :
Lise Bron, 04 76 28 29 62.

> Cycle "Mieux connaître vos interlocuteurs pour bien négocier"

- Allemagne : 18 mars,
- Etats-Unis : 20 juin,
- Chine : 19 novembre,
- Japon : 10 décembre.

Contact Grex :
Anne-Laure Pauty, 04 76 28 29 41.

Union européenne

La nouvelle représentation fiscale Tva à compter de janvier 2002

Dans la Lettre Grex de janvier 2002, nous vous proposons une fiche technique sur la nouvelle représentation fiscale Tva dans l'Union européenne. Nous avons indiqué les dispositions prévues par la directive 2000/65/CE applicables au 1/1/2002 et sa transposition en droit français. Vous trouverez cette fiche sur le site www.grex.fr, rubrique actualité réglementaire ou rubrique législation européenne, ainsi que le tableau d'état d'avancement de la transposition de cette directive dans les autres pays de l'Union européenne (source : Crc - février 2002).
Contact Grex, Claire Quesada, 04 76 28 28 45 ou Dolores Adamskil, Euro Info Centre de Grenoble, 04 76 28 28 37.

Pour
participer aux
événements
GreX,

inscrivez-vous

sur

www.grex.fr

Mars



Antoine Raymond, Hélène Baysette, Philippe Adrien et Odile Anoult lors de la table ronde Asie, réunion Crédit Agricole/Grex, le 6 mars dernier.

19-26 et 2/04 > Formation "aspects douaniers du commerce international". Contact GreX, Claire Quesada, 04 76 28 28 45 - Groupe Formation, Lise Bron, 04 76 28 29 62.

21 > Séminaire "Vendre des produits technologiques aux **Etats-Unis**" animé par Gérard Tiano, Europactive Los Angeles (en partenariat avec la Commission européenne dans le cadre de l'initiative Go Digital). Contact GreX, A. - L. Pauty, 04 76 28 29 41.

Avril

4 > **Allemagne**, rendez-vous individuels, organisés à l'occasion de la venue de F. Berner de la Chambre française en Allemagne. Contact GreX, P. - E. Chaux 04 76 28 28 39.

4 > Club juridique "**Statut des expatriés - aspects sociaux et fiscaux**". Contact GreX, Sylvie Moulherat 04 76 28 29 44.

5 > Journée "**Nouveaux exportateurs et importateurs**". Contact GreX, Claire Quesada 04 76 28 28 45.

9-12 > **Singapour**, salon Food Hotel Asia 2002. Pavillon français, organisé par le French Business Center. Contact GreX, A-L Pauty, 04 76 28 29 41.

16-17 > Visite de la **Foire de Hanovre**, Contact GreX, P. - E. Chaux - 04 76 28 28 39.

23 > Formation "**Les techniques de paiement à l'international**". Contact GreX, Claire Quesada, 04 76 28 28 45 - Groupe Formation, Lise Bron, 04 76 28 29 62.

23 > **Grande-Bretagne**, rendez-vous individuels, organisés à l'occasion de la venue du responsable de la Chambre française en Grande-Bretagne. Contact GreX, A. - L. Pauty, 04 76 28 29 41.



Mai

7 > Réunion organisée par l'association Alpes optique et photonique en partenariat avec l'Eic "Les projets optique/photonique dans le cadre du **6^e PCRD**". Contact GreX, Dolorès Adamski, 04 76 28 28 37.

23 > Réunion Eic-Grex "**Vente des biens de consommation** : quelle garantie applicable en Europe ?". Contact GreX, Dolorès Adamski 04 76 28 28 37 et Olivier Bozon 04 76 28 28 43.



Foire de Hanovre - 16 et 17 avril 2002.

Juin

11 > Formation "**Le crédit documentaire**". Contact GreX, Claire Quesada, 04 76 28 28 45 - Groupe Formation, Lise Bron, 04 76 28 29 62.

Mieux appréhender les risques liés aux douanes et au transport

Réunion d'information le **lundi 25 mars** de 17 h à 19 h 30.

Contact GreX,
Claire Quesada, 04 76 28 28 45
et P. - E. Chaux, 04 76 28 28 39.

13 > Club juridique "**Le contrôle de la destination finale dans l'Espace économique européen**". Contact GreX, Sylvie Moulherat, 04 76 28 29 44.

17-18-19 > Assemblée générale **UCCIF**. Contact GreX, Eliane Chappel, 04 76 28 28 47.

18-21 > **Singapour**, salon Communic Asia et Broadcast Asia. Pavillon Rhône-Alpes organisé par les 12 Cci de la région. Contact



Hypermarché Carrefour de Pékin.

GreX, A. - L. Pauty, 04 76 28 29 41.

19-23 > **Chine**, salon Cimes. Pavillon Rhône-Alpes organisé par les 12 Cci de la Région. Contact GreX, A-L Pauty, 04 76 28 29 41.

20 > Formation "**Le crédit management**". Contact GreX, Claire Quesada 04 76 28 28 45 - Groupe Formation, Lise Bron, 04 76 28 29 62.

20 > Cycle "**Mieux connaître vos interlocuteurs américains pour bien négocier**". Contact GreX, A. - L. Pauty, 04 76 28 29 41.

Juillet

3 > Rendez-vous organisés à l'occasion de la venue de F. Berner de la **Chambre française en Allemagne**. Contact GreX, P. - E. Chaux, 04 76 28 28 39.

4 > **Club juridique**, dîner bilan. Contact GreX, Sylvie Moulherat, 04 76 28 29 44.

23-25 > **Japon**, salon Automotive Engineering. Pavillon Rhône-Alpes organisé par les 12 Cci de la région. Contact GreX, A. - L. Pauty, 04 76 28 29 41.

Actualité documentaire

Voici les ouvrages et études que Grex a sélectionnés pour vous.

Cochez ci-dessous ceux que vous souhaitez commander et remplissez vos coordonnées.

International

Moci Risque-pays 2002

Janvier 2002. 29 €€

Un numéro exceptionnel qui met en perspective les risques politiques, économiques et financiers de 140 pays traités sous forme de fiches, avec une analyse géopolitique de chacune des 5 grandes régions abordées.



Japon

Mutations dans la distribution japonaise

Etude PEE Tokyo. 2001. 120 p. 126,60 € HT.

Ce secteur est en pleine mutation et les réseaux de distribution se transforment. Quels sont les nouveaux consommateurs et les nouvelles formes de consommation ? Quelles sont les conséquences de l'évolution des réseaux de distribution ? Autant de questions auxquelles répond cette étude que complètent des fiches détaillées sur les trois principaux types de dé-

taillants (grands magasins, supermarchés, convenience stores).

Santé : les financements européens dans les pays tiers

Représentation française auprès de l'UE - 2001. 64 p. 126,60 € HT.

Quelles sont les priorités dans le domaine de la santé publique pour la période 2001-2006 ? Quels sont les différents programmes communautaires mis en place ? Leurs grands secteurs d'intervention et leurs différents budgets ? A qui s'adressent-ils ? Comment y participer ? Les réponses précises apportées par cette étude permettront aux entreprises d'identifier rapidement les principales opportunités de financements et de marchés dont elles peuvent bénéficier.

Allemagne

La première monte automobile

Etude de la Mission économique de Düsseldorf. 2001. 120,00 € HT.

Ce guide-répertoire présente le marché de la première monte automobile en Allemagne, pour permettre aux sous-traitants français d'en percevoir toutes



les opportunités : marchés à conquérir, compétences à acquérir par le biais de coopérations... Un guide indispensable pour identifier les bons interlocuteurs, les approcher de manière efficace et mettre en évidence les exigences propres aux industriels allemands.

Brésil

Guide d'affaires 2001

2001. 120,00 € HT

Réalisé conjointement par la Mission économique et la Chambre de commerce France Brésil, le guide d'affaires, publié en janvier 2001, est précisément destiné aux entreprises françaises souhaitant s'implanter au Brésil. Il présente et analyse les divers aspects réglementaires, juridiques et fiscaux d'une implantation, indispensables à tout investisseur potentiel soucieux d'entreprendre avec succès son approche du marché brésilien.

Participez à
Telexport 2002 :

l'enquête
du commerce
international.



Comme chaque année, les Chambres de commerce et d'industrie, en partenariat avec le Cfce, réalisent à l'échelon national l'enquête Telexport du commerce international qui a pour vocation d'assurer la remise à jour du seul fichier officiel des importateurs et exportateurs français.

En répondant à ce questionnaire :

vous bénéficiez d'une **présence gratuite et permanente dans les réseaux de diffusion en France et à l'étranger** :

- > annuaire France telexport,
- > banque de données,
- > cédérom
- > site internet correspondant (www.telexport.tm.fr).

Vous pourrez **accroître votre notoriété et renforcer votre promotion à l'international**.

Nous pourrions **mieux répondre à vos attentes pour votre développement international**.

Pour toutes informations complémentaires, contact Grex, Simone Gaitaz, 04 76 28 28 44 wtc.bcg@grex.fr

Vos coordonnées

Montant total de la commande.....

Paiement à réception de la facture.....

Société.....

Nom.....

Fonction.....

Adresse.....

Tél..... Fax.....

E-mail..... Site web.....

Date..... Signature :.....



Le Centre d'information sur les marchés extérieurs de Grex est dépositaire, en tant que Centre régional du Cfce, de toutes les études de PEE susceptibles de vous intéresser et peut se charger de toute recherche documentaire sectorielle ou thématique.
Contact : Stéphanie Planté,
Tél. 04 76 28 28 40, fax 04 76 28 28 35.
E-mail : stephanie.plante@grex.fr
Site Grex : www.grex.fr

2 > Faxez directement ce bon de commande à Grex,

Stéphanie Planté, 04 76 28 28 35. Vos documents et la facture vous seront adressés dès réception de votre fax.

NEWS DES CLUBS

Club juridique

La dernière réunion du club s'est tenue le 7 février dernier et a traité du thème "L'assurance responsabilité civile dans un contexte international". Alain Bertrand de Schneider Electric et Gérard Lanvin Lespiau ont abordé l'assurance RC dans deux situations différentes :

- > **4 avril** sur le thème "**Statut des expatriés- aspects juridiques et sociaux**",
- > **13 juin** sur le thème "**Le contrôle de la destination finale dans l'espace économique européen**".

Contact Grex, Sylvie Moulherat, 04 76 28 29 44
sylvie.moulherat@grex.fr

Odile Arnould, Gérard Lanvin Lespiau, Alain Bertrand et Sylvain Loyer, réunion du 7 février 2002.



Des nouvelles de nos adhérents et partenaires

L'Alliance française à votre service

Pour coller aux exigences de l'entreprise, l'homme bouge... se déracine. Bilingue, il "appréciera" plus aisément d'autres "cultures d'entreprises". Le bilinguisme est une nécessité économique, scientifique, technique et sociale. Pour beaucoup d'étrangers, le premier réflexe en arrivant est de retrouver un comité de l'Alliance française, afin de poursuivre leur acquisition du français, mais aussi pour être accueillis.

Depuis 1999, le comité de Grenoble (né en 1967) organise des cours de français assurés par des professeurs diplômés en partenariat avec le Groupe Formation de la Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble. Depuis septembre 2001, la municipalité de Grenoble met à disposition une salle à la Maison des associations, où il est proposé un cercle de conversation. L'Alliance française de Grenoble est soutenue par le Conseil général de l'Isère, la CGPME, les adhésions des sympathisants et toute la volonté d'un bénévolat actif.

Contact Alliance française, 04 76 46 04 66.

Génome Express lève 12,4 M €

Génome Express (traitement de l'information biologique) vient de boucler l'une des plus importantes levées de fonds jamais réalisée par une société de biotechnologie non cotée en Bourse.

La société grenobloise a en effet procédé à une augmentation de capital de 12,4 M €, la seconde de son histoire, qui doit lui permettre d'accélérer son développement sur deux axes stratégiques :

- la capitalisation sur des savoir-faire fondamentaux, comme le séquençage d'ADN à haut débit et les produits qui y sont associés (ex : banque d'ADN, bioinformatique...),
- la recherche de nouvelles cibles thérapeutiques, notamment dans les domaines de la microbiologie et du système nerveux central.

A l'avenir, elle entend se positionner comme fournisseur de solutions intégrées à haute valeur ajoutée, de la séquence du gène à la cible thérapeutique. (Source : L'Economie à Grenoble et en Isère)

Contact Genome Express, Françoise Laurent, 04 56 38 11 08.

Assurance crédit : la Coface baisse les notes

Côté risque crédit, 2002 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices dans un certain nombre de pays industrialisés et émergents. L'augmen-

tation des incidents de paiement et le report des perspectives de reprise à la fin du premier semestre, ou au second semestre de l'année 2002, ne laissent pas espérer une inversion de tendance dans les six mois à venir. La Coface a ainsi déclassé la note des Etats-Unis de A1 à A2 ("les comportements de paiement des entreprises se dégradent dans un contexte économique récessif"). Le Japon passe aussi de A1 à A2 ("car les comportements de paiements des entreprises se dégradent dans un contexte d'absence de reprise économique"). Hong-Kong, dont la "forte ouverture" rend son économie très sensible aux à-coups de la conjoncture mondiale, et Taiwan voient également leur note ramenée de A1 à A2. L'Arabie Saoudite fait les frais "de la baisse des prix et de la production de pétrole" et passe de A3 à A4. L'Egypte, pour sa part, pâtit directement du retour de conjoncture créé par les attentats du 11/09/2001 passe de A4 à B.

(Source : Le Moci - 01/2002).

En savoir plus : www.coface.fr



GreX est dépositaire exclusif du label

World Trade Center Grenoble et, à ce titre, affilié au réseau des 300 Wtc implantés dans plus de 60 pays.



WORLD TRADE CENTER GRENoble
Place Robert-Schuman
BP 1509 - 38025 Grenoble Cedex 1 - FRANCE
Tél. (33) 4 76 28 28 40 - Fax (33) 4 76 28 28 35
www.grex.fr - e-mail : grex@grex.fr

ESPACE D'ACCUEIL NORD ISERE
Rue Condorcet
BP 108 - 38093 Villefontaine Cedex - FRANCE
Tél. (33) 4 74 95 24 00 - Fax (33) 4 74 95 24 01
e-mail : ccin2i@wanadoo.fr